info-action Palestine

Association France-Palestine Solidarité • Ain

N° 75 - juin 2026

N'oublions pas la lumière qui brille dans les yeux des enfants de Gaza

Rami Abou Jamous, journaliste vivant à Gaza - qui publie régulièrement son journal de bord sur *Orient XXI* - a reçu à Lisbonne, le 19 mai 2026, le Prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe - 31e édition d'un prix décerné, depuis 1995, aux personnalités engagées pour les droits humains et la solidarité Nord-Sud.

Avec les difficultés pour sortir et revenir à Gaza, en raison du contrôle israélien, il s'est exprimé en visioconférence. À la fin de son discours il remercie les gens qui le soutiennent et en particulier ses enfants, Walid et Ramzi.

Chaque matin, avant de partir travailler,* dit-il, *ils me donnent de la force et de l'espoir à travers la lumière qui brille dans leurs yeux. *Même si, au fond de moi, chaque matin, je me pose la même question : est-ce que je vais les revoir ?*

À chaque rencontre avec des Palestinien.nes de Gaza – ce numéro d'Info Action Palestine en relate quelques-unes – le message est le même : les gens de Gaza se sentent abandonnés, même si la situation est parfaitement documentée.

Voilà pourquoi nous resterons mobilisé.es à l'instar des passager.es de la flottille.

Nous n'oublierons pas la lumière qui brille dans les yeux des enfants de Gaza !

Le nouveau CA

Claude Bardet, Daniel Blatrix, Anne Blecha, René Brendel, Natacha Flandin, Jacques Fontaine, Souriya Guerine, Lauriane Ingarao, Philippe Jeannin, Claudie Lagneau, Abdelkader Lagraa, Armand Vacle, Gilbert Veyron

Sommaire

P 1 : **Édito**

International

P 2 et 3 : L'agression israélo-étasunienne de l'Iran

P 4 et 5 : La situation au Liban au printemps 2026 - Il est temps... de passer aux actes !

P 6 : Plan de paix, cessez-le-feu, Conseil de la Paix : des leurres qui laissent Gaza dans le chaos

Europe

P 7 : Judiciarisation du mouvement pro-palestinien : entre accusations d'antisémitisme et « apologie du terrorisme »

P 8 : Signez l'Initiative citoyenne pour suspendre l'accord d'association UE-Israël - Eurovision 2026, Israël habille ses crimes de paillettes - Loi Yadan, victoire mais...

Nos actions

P 9 : AG 2026 : pas de repos pour le soutien aux Palestinien.nes

P 10 : Manifestation du 28 mars à Lyon - Toujours mobilisé.es - Mobilisations de l'été

P 11 : Nuit de la Palestine - Une journaliste palestinienne accueillie à Bourg par le CCFD-Terre solidaire

P 12 à 14 : Barbara Brizard : 80 h dans l'enfer répressif israélien

P 14 : Des nouvelles d'Oyonnax... Et...de Bellegarde

Culture

P 15 : Omer Bartov : *le sionisme a conduit au génocide. Il doit disparaître*

P 16 : Le 20 mai, projection-débat à la MCC de Bourg du film *Pour l'honneur de Gaza* - Hommage à Edgar Morin

info-action Palestine

Association France-Palestine Solidarité

Imprimé par nos soins

Maison de la Culture et de la Citoyenneté
4, allée des Brotteaux
CS 70270 - 01006 - BOURG-EN-BRESSE
afps.01@laposte.net

Directeur de la publication : Claude Bardet
Comité de rédaction : Daniel Blatrix, Jacques Fontaine, Denis Page, Martine Pardo, Paul Polis, Gilbert Veyron

L'agression israélo-étasunienne de l'Iran

Jacques FONTAINE

C'est le 28 février 2026 - alors que des négociations étaient en cours sur la question du nucléaire entre l'Iran et les États-Unis - qu'a commencé l'agression israélo-étasunienne. Certes, le ciel était lourd de nuées menaçantes depuis des mois. Mais il n'est pas courant que l'on attaque un pays avec lequel on est en négociation… Et pourtant, ils l'ont fait !

De l'agression au cessez-le-feu

Les spéculations sur les responsabilités respectives des deux agresseurs dans le déclenchement de la guerre le 28 février sont allées bon train… jusqu'à la publication, le 6 avril, d'un article du New York Times montrant clairement l'influence de Netanyahou sur Trump : le 11 février, Netanyahou, venu présenter son plan de guerre à Trump, a insisté sur 3 points : la possibilité de détruire rapidement l'arsenal balistique iranien, un régime tant affaibli qu'il en deviendrait incapable de bloquer le détroit d'Ormuz, et enfin, une faible probabilité de voir l'Iran frapper les intérêts étasuniens. Il a aussi soulevé le renversement possible du régime islamique par la rue et son remplacement par le fils du Shah. *Ça me paraît bien,* a dit Trump. Le 27 février, il a donné son accord à Netanyahou.

On sait ce qu'il est advenu du mirifique projet israélien, un fiasco complet : certes, le Guide de la révolution a été assassiné dès le premier jour de l'agression, mais il a été remplacé par son fils qui était son principal conseiller ! Le même jour, l'école de filles de Minab (sud du pays) a été bombardée : au moins 175 morts dont 159 fillettes, « une erreur de ciblage » selon l'armée étasunienne. Des militaires, des cadres du régime ont été abattus, mais immédiatement remplacés… Aux bombardements massifs, destructeurs, contre des cibles militaires, mais aussi économiques (industrielles en particulier), l'Iran va répondre de manière inédite : dès le 1er mars, il bloque le détroit d'Ormuz, empêchant ainsi environ 800 navires de sortir du golfe arabo-persique. Le 13 mars, les EU réagissent en bloquant les ports iraniens. Le 7 avril, l'Iran et les EU ont passé un accord de cessez-le-feu pour une durée de 15 jours, mais le cessez-le-feu était assorti d'une condition, l'ouverture d'une négociation irano-étasunienne, ce qui fut fait et le cessez-le-feu fut renouvelé, malgré quelques coups de sang…

Comment expliquer ce fiasco et le fait que le pouvoir iranien apparaisse, pour bien les experts, comme le vainqueur de cet affrontement ? Une première explication est liée aux divergences de but des agresseurs et à leurs analyses de la situation. Il est clair depuis longtemps que les néo-fascistes et les suprémacistes au pouvoir en Israël rêvent d'un Grand Israël (cf IA n° 70, mars 2025) et veulent dominer tout le Moyen-Orient pour ne plus avoir d'adversaires, mais seulement des partenaires soumis comme le sont la Jordanie, l'Égypte et certains pays du Golfe ; l'attaque contre les aéroports militaires, les casernes et les stocks d'armement syrien au lendemain de la chute de Bachar al-Assad est significative de l'opportunisme israélien et de la manière dont cet État conçoit ses relations avec les pays du Moyen-Orient. Quant à Trump, sa logique, typiquement impérialiste. est le maintien de la domination étasunienne sur le monde, y compris la Chine, mais l'Iran n'est ni la Syrie, ni le Vénézuela.

Résilience et résistance iranienne

Mais on aurait grand tort à sous-estimer les dynamiques internes de l'Iran : pays de grande taille (1 648 000 km², 3 fois la superficie de la France) avec une population importante (92 000 000 d'habitants, 17e rang mondial) et des richesses naturelles considérables (3e réserves pétrolières, 2e réserves gazières mondiales), l'Iran est l'héritier de la civilisation persane dont les débuts remontent à plus de 2 500 ans.

L'identité iranienne est fondée sur 3 éléments complémentaires :

- un nationalisme fort, issu de la dynastie safavide (1501-1736) qui a été à l'origine d'un pouvoir centralisé ; le pouvoir iranien, au XIXe siècle, a su résister aux puissances impérialistes européennes (Royaume-Uni et Russie, bien qu'il ait dû céder des territoires du Caucase et d'Asie centrale à la seconde) et a su moderniser son économie et ses institutions à la fin du XIXe/début XXe siècle : révolution constitutionnelle de 1905-1912 qui amène à la première constitution et au premier parlement du Moyen-Orient ;
- un islam chi'ite qui ne s'oppose pas à la civilisation persane, bien au contraire, il s'y intègre ; par ailleurs, du fait du maintien de l'*ijtihad* (exégèse) chez les chi'ites, la réflexion politico-religieuse est privilégiée par rapport à la référence aux « grands ancêtres » qui est la norme chez les sunnites ; de fait, nationalisme et chi'isme, qui pourraient être concurrents, sont beau-

coup plus souvent complémentaires ;
- une ouverture à l'international ancienne : si les premières relations diplomatiques entre l'Empire perse et l'Europe datent du Moyen-Âge, il faut attendre le XIXe siècle pour des relations culturelles et économiques qui vont aller en se développant, notamment avec les premières découvertes de pétrole en 1908.

Le grand soulèvement populaire iranien de 1978-79 marque une rupture fondamentale dans l'histoire de l'Iran contemporain : le régime dictatorial du Shah inféodé aux États-Unis est honni de toute la population, des marxistes aux nationalistes, des libéraux au clergé chi'ite. Mais la révolution iranienne, moment d'effervescence intellectuelle et culturelle, semblable à d'autres révolutions tiers-mondistes, doit rapidement faire face à des difficultés considérables :
- d'abord la crise de l'ambassade étasunienne de Téhéran (4 novembre 1979/ 20 janvier 1981) qui est la conséquence de décennies d'hostilité latente entre les EU et une partie de la population iranienne ; ce fut, pour les EU, une humiliation pire que la perte de Saïgon en 1975 ;
- mais surtout l'invasion irakienne du 22 septembre 1980, largement soutenue, directement ou indirectement, par l'URSS et les grandes puissances occidentales ; la guerre dura près de 8 ans et se conclut le 20 août 1988 par un retour au *statu quo ante ;* le bilan en fut dramatique : 700 000 *à* 1 200 000 morts dont deux tiers d'Iraniens ; cette guerre eut une grande importance au plan intérieur pour la République islamique : l'imam Khomeini, au nom de la défense nationale, en profita pour renforcer son pouvoir et éliminer les forces de gauche (fedayin du peuple, communistes…), établissant ainsi une véritable dictature religieuse où le rôle de la force paramilitaire des Gardiens de la Révolution s'affirma de plus en plus.

L'évolution ultérieure de la République islamique fut marquée par un développement du culte des martyrs d'autant plus important qu'il est une tradition plus que millénaire chez les chi'ites. L'Iran révolutionnaire va aussi se lancer dans une scolarisation de masse, ce que n'avait pas fait le Shah.

Aujourd'hui, tous les enfants sont scolarisés et l'analphabétisme ne concerne plus que 9 % de la population, essentiellement des personnes âgées. L'enseignement supérieur s'est largement développé et, depuis une vingtaine d'années, les étudiantes y sont nettementtaires. Une conséquence de la solarisation massive et longue des filles et des programmes de planning familial est un fort ralentissement démographique : l'indice synthétique de fécondité est passé de 6,5 au début des années 80 à moins de 4 au début des années 90 et moins de 2 depuis le début des années 2000. Une autre conséquence est le rôle de plus en plus important des femmes dans la société iranienne et leur autonomisation de plus en plus grande, notamment dans les couches moyennes et supérieures, ainsi que l'a montré le mouvement de contestation « Femmes, vie, liberté » déclenché en 2022 suite au décès de Masha Jîna Amini. La société iranienne actuelle n'a plus rien à voir avec celle du début de la République islamique, elle est beaucoup plus diverse, mais le nationalisme, toujours vivace, et l'agression israélo-étasunienne du 28 février ont resserré la population iranienne autour du pouvoir central, malgré la violence de la répression des manifestations de décembre-janvier qui a fait des dizaines de milliers de morts. Par ailleurs, les dirigeants iraniens avaient compris que l'attaque israélienne de juin 2025 n'était qu'un prélude à une offensive plus large, et ils s'y étaient préparés.

Conclusion

Deux mois après le cessez-le-feu du 7 avril prévu pour une durée de 15 jours tient toujours, malgré quelques accrocs inévitables pendant cette période de négociations : il faut bien montrer ses crocs de temps en temps pour maintenir la pression…
Les divergences entre Iraniens et Étasuniens portent sur le fond, la forme et les délais. Trump veut un accord global, rapide et le plus contraignant possible pour l'Iran ; il est pressé, l'augmentation du prix des carburants aux EU est d'autant plus forte qu'ils sont peu taxés, sa base électorale s'effrite de jour en jour et les élections de mi-mandat auront lieu dans moins de 5 mois.
Les Iraniens ont deux priorités principales, un accord sur un cessez-le-feu permanent et la fin de l'embargo que leur pays subit depuis des années de la part des puissances occidentales, en particulier le début d'un déblocage de leurs réserves financières. Ils ont une très longue expérience des négociations (contrairement à l'équipe trumpienne). Ils ne sont pas pressés, les précédentes négociations sur le nucléaire qui ont abouti à l'accord de Vienne de 2015 (JCPoA) ont duré 22 mois ! Outre son armement, le pouvoir iranien à de nombreux atouts (blocage du détroit d'Ormuz, nucléaire, missiles balistiques…) qu'il n'a pas l'intention de brader. De plus, habilement, il conditionne la conclusion d'un accord avec les EU à la fin de l'agression israélienne au Liban, ce que Trump n'a pas obtenu, malgré sa diatribe contre Netanyahou…

La situation au Liban au printemps 2026

Adel

La situation au Liban en ce printemps 2026 est de plus en dramatique : jour après jour, Israël viole le cessez-le-feu qu'il a signé le 16 avril, bombarde et massacre la population civile, pratique un nettoyage ethnique de grande ampleur (plus d'un million de civils déplacés) et pratique une politique de terre brûlée en détruisant des dizaines de villages dans la zone tampon (cf : carte ci-dessous) qu'il a illégalement instaurée au sud du pays. Et l'ordre d'évacuation de Nabatiyé, ville de 100 000 habitants, le 26 mai, confirme la volonté destructrice d'Israël dans le Sud-Liban.

Un nouveau Gaza au Sud Liban ?

L'agression israélo-étasunienne du 28 février a entraîné une riposte du Hezbollah contre Israël le 2 mars. L'État sioniste en a profité pour reprendre son agression contre le Liban qui, de fait, n'avait jamais cessé depuis 2023. Cette nouvelle agression est allée *crescendo* pendant tout le mois de mars. Le 8 avril a marqué un tournant dans la guerre que mène Israël contre le Hezbollah. Des centaines de frappes ont été menées, en dix minutes à peine, sur Beyrouth, la capitale et dans plusieurs zones du sud et l'est du pays.



Ces frappes ont tué plus de 300 personnes et endommagé le dernier pont principal reliant le Sud-Liban au reste du pays, et ont rendu inutilisables les ponts enjambant le Litani (fleuve du Sud-Liban), menaçant ainsi les liaisons entre le Sud-Liban et le reste du pays. Les attaques israéliennes ont tué plus de 3000 personnes au Liban depuis le 2 mars 2026. Les alliés d'Israël, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et d'autres pays européens devraient suspendre toutes les ventes et les transferts d'armes ainsi que l'aide militaire à Israël et imposer des sanctions ciblées aux responsables impliqués dans le crime de guerre en cours. L'Union européenne devrait aussi suspendre immédiatement le volet commercial de l'accord d'association UE-Israël tant que les atrocités dureront. Israéliens et Américains maintiennent la pression militaire et diplomatique sur le Liban pour l'emmener vers des négociations directes et séparer le dossier libanais du dossier iranien. Les États-Unis font pression depuis des semaines pour organiser une rencontre entre le président libanais, Joseph Aoun et Netanyahou.

Le gouvernement libanais exprime le souhait de limiter l'influence du Hezbollah dans le pays. Ce groupe paramilitaire qui incarne la résistance, exerce toujours une influence considérable et le faible gouvernement libanais tente d'agir sans déclencher une nouvelle guerre civile avec le tiers de la population du pays qui est chiite, et qu'une partie non négligeable de la société libanaise approuve. Cette milice empêche une mainmise des Américains et des Israéliens sur le Liban et défend sa souveraineté (la guerre de la libération du sud en 2000 et la guerre de 2006 en témoignent).

En conséquence, le président libanais Aoun a rejeté les appels et les intimidations de Trump qui l'incitait à rencontrer Netanyahou en personne.

Aoun dit : *Nous devons d'abord parvenir à un accord de sécurité et mettre fin aux attaques israéliennes contre*

nous avant d'aborder la question d'une rencontre. Cependant, des réunions entre les consuls libanais et israélien, aux États-Unis, ont eu lieu sans trop d'avancées.

L'évolution de la situation en ce mois de mai

Selon les sources libanaises, les préparatifs seraient achevés en vu de la participation du Liban au prochain cycle de négociation avec Israël sur le volet militaire et politique, prévu les 2 et 3 juin. Les informations faisant état d'un refus du Liban de participer tant qu'un cessez-le-feu stable ne serait pas établi n'avaient aucun fondement. Pour la partie libanaise, un accord pourrait aller d'une simple cessation d'hostilité assortie d'une trêve minimale jusqu'à un accord mettant fin à l'état d'hostilité, sans pour autant atteindre le stade d'un traité de paix.

Si le mois de mai est marqué par les négociations, il contient une date importante : le 25 mai, la fête de la libération, un jour férié national qui commémore un événement historique, le retrait de l'armée d'occupation israélienne, le 25 mai 2000, en exécution de la résolution 425 du Conseil de Sécurité adoptée le 19 mars 1978. Que signifie aujourd'hui la commémoration d'un tel événement au Liban, un pays à la souveraineté bafouée ?

Conclusion

Entre la pression extérieure et la pression intérieure, le président Aoun veut éviter une deuxième guerre civile. Le fantôme de la guerre de 1975 est toujours présent dans les esprits des Libanais.

Au nom de l'unité de front contre Israël (Gaza, Liban et Iran), le Liban reste suspendu à l'espoir de trouver la paix. En fait, tout repose sur la naissance d'un État palestinien libre et indépendant, tel que les résolutions des Nations unies le définissent, et toutes ces guerres n'auront plus raison d'être, peut-être.

NDLR : Les pourparlers israélo-libanais sous l'égide étasunienne des 2 et 3 juin se sont conclu par un projet de cessez-le-feu mis à mal dès le lendemain par les déclarations de plusieurs ministres israéliens et la poursuite des bombardements de l'armée sioniste, ce qui a entraîné une riposte du Hezbollah. Apparemment, Israël ne veut pas céder sur la question libanaise.

Il est temps… de passer aux actes !

Daniel BLATRIX, Abdelkader LAAGRA

Que 448 anciens dirigeants et diplomates européens aient pris la parole dans une lettre ouverte appelant à « agir maintenant » face à l'annexion illégale menée par Israël en Cisjordanie peut surprendre et susciter de l'interrogation.

D'autres livreront sans doute de longues analyses politiques, ou morales sur ce réveil tardif. Mais la véritable question est ailleurs : où étaient ces voix lorsqu'elles exerçaient le pouvoir ? Que n'ont-ils pas fait, alors même que certains députés européens réclamaient des sanctions concrètes, notamment la suspension de l'accord d'association UE- Israël ?

Peut-être certains sont-ils restés prisonniers de la formule du « en temps voulu », de Emmanuel Macron. Mais à force d'attendre, le « moment utile » devient souvent celui où il est déjà bien tard : des milliers de morts, des massacres, des vies brisées, un droit international piétiné sous les yeux du monde.

L'ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi, est dans la même tonalité aujourd'hui lorsqu'il appelle à « arrêter Netanyahou, arrêter Israël ». Parmi les signataires figure également l'ancien vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell. Ces prises de position, aussi importantes soient-elles, mettent surtout en lumière l'ampleur du silence et de l'inaction qui les ont précédées.

Mais malgré cette colère légitime, nous ne cacherons pas notre satisfaction. Si ces responsables parlent enfin aujourd'hui, c'est que les mobilisations citoyennes ont fini par atteindre leur conscience là où leurs responsabilités ont échoué.

Oui, ils nous donnent raison. Raison d'avoir dénoncé sans relâche les violations du droit international. Raison d'avoir refusé le silence, les prudences diplomatiques servant souvent d'alibi à l'inaction. Et surtout, ils démontrent une chose essentielle : la mobilisation des peuples partout dans le monde, peut fissurer les murs du cynisme politique. Cette solidarité internationale finira par imposer ce que les gouvernements refusent encore d'assumer, il faut des sanctions contre Israël.

Il est temps que les responsables politiques cessent d'être frileux face à l'exigence du respect du droit international et qu'ils agissent avec la fermeté qu'impose la gravité de la situation.

Plan de Paix, cessez-le-feu, Conseil de la Paix : des leurres qui laissent Gaza dans le chaos

Denis PAGE

Un nouveau jour magnifique se lève : Donald Trump, Charm El-Cheikh, 13 octobre 2025.

La situation actuelle à Gaza est caractérisée par la dissociation totale entre d'un côté le Plan de Paix, les accords signés le 10 octobre 2025 entre le Hamas et Israël sous la houlette de Donald Trump, le Conseil de la Paix, et de l'autre la réalité terrible de ce que vivent les habitants.

Le Plan de Paix

Une lecture rapide du Plan de Paix en 20 points proposé par les USA fin septembre 2025, pouvait donner l'illusion d'avancées pour les Palestiniens, avec notamment « Gaza sera reconstruite pour le bien des Gazaouis » (point 2), « La reconstruction comprend la remise en état des infrastructures, de nouveaux logements, l'approvisionnement en eau, en électricité » (point 13). Mais le flou des dispositions, l'absence de calendrier, les propositions qui à l'évidence ne pouvaient pas être acceptées par Israël ou par le Hamas, amènent à une conclusion : ce plan relevait plus d'une opération de communication que d'une réelle volonté de résoudre la crise. Il n'a rien changé à la situation des Gazaouis.

Le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas a été signé le 10 octobre 2025. A-t-il apporté un répit aux populations ? Nickolay Mladenov, haut représentant du Conseil de la Paix, chargé par Trump de dérouler son plan de paix - mais dont les membres n'ont pu accéder à Gaza -, affirme que les armes se sont largement tuens; il reconnaît cependant des violations graves. Cinq soldats israéliens sont morts, Israël accuse le Hamas de ne pas respecter le cessez-le-feu. Mais ce sont plus de 890 Palestiniens qui ont été tués depuis le 10 octobre et Israël a commis des milliers de violations du cessez-le-feu. Ainsi le 24 mai, un père, une mère et leur bébé de un an ont été victimes d'une frappe ; les forces israéliennes auraient visé des dépôts d'armes du Hamas. Les Gazaouis subissent quotidiennement ces violences dont il est bien établi maintenant qu'ils ne relèvent en rien de dégâts collatéraux mais de la volonté de terroriser, d'éliminer et de faire fuir les habitants.

La ligne jaune

L'accord de cessez-le-feu incluait le retrait des forces israéliennes derrière une ligne jaune, suivi de deux autres retraits - qu'Israël se gardera de mettre en œuvre. (Cf IAP n° 74, mars 2026, page 6) À proximité de la ligne jaune se sont installés des sites militaires israéliens permettant le contrôle de quartiers entiers. Loin de mettre à l'abri les habitants, cette ligne jaune permet à Israël d'exercer une domination totale sur 53 % de la zone, en attendant plus ! Elle confine l'immense majorité des Gazaouis dans une bande étroite où les conditions de vie sont désastreuses : plus d'un million et demi de déplacés végètent, sans ressources pour acheter la nourriture disponible, buvant de l'eau contaminée en l'absence d'assainissement, sous des tentes infestées par les rats, les punaises, et en conséquence affectés par des maladies qu'ils ne peuvent soigner faute de médicaments ; le système de santé est exsangue. Les restrictions sur l'entrée des produits alimentaires imposées par Israël provoquent une situation de famine. Sans compter les traumatismes psychologiques, par exemple celui de ne pouvoir enterrer les morts inaccessibles sous les décombres. Par ailleurs des ONG sont expulsées, les journalistes palestiniens sont systématiquement ciblés, les étrangers interdits d'accès.

Une conclusion s'impose : selon le droit international, c'est bien un génocide qui est commis**.**

Le chaos, l'espoir, la mobilisation

Si la domination des forces armées israéliennes semble totale, en réalité le Hamas dispose toujours d'une infrastructure organisationnelle sociale et gouvernementale solide. A-t-il été décapité ? Tel l'Hydre de Lerne, il remplace les têtes éliminées par de nouveaux dirigeants. Il dispose encore de nombreux militants et d'armes. Des affrontements violents ont lieu avec divers groupes armés, notamment les « Forces populaires » ou « milices d'Abu Shabab » qui après la mort de leur chef sont commandées par Ghassan Duhine. Israël soutient certains de ces groupes pour attiser les divisions.

Entretenir le chaos fait partie de sa stratégie visant à annihiler tout espoir d'État palestinien. L'avenir est extrêmement incertain mais le pire n'est pas sûr, les Netanyhaou, Trump et autres Ben Gvir sont loin d'avoir toutes les clés en main, on ne se débarrasse pas si facilement d'un peuple de plusieurs millions d'habitants. Les Palestiniens sont les premiers à nous dire que le pessimisme est démobilisateur. De nombreux témoignages nous montrent leur admirable courage, leur incroyable résilience. Ils ont besoin de nous, nous avons le devoir de poursuivre et de renforcer notre soutien.

Judiciarisation du mouvement pro-palestinien : entre accusations d'antisémitisme et « apologie du terrorisme »

D.Z.

Alors que le conflit s'intensifie au Proche-Orient, la justice française accentue sa pression sur les militants pro-palestiniens. Entre reports d'audiences et condamnations récentes, la frontière entre liberté d'expression et infractions pénales est au cœur de vifs débats.



Omar Alsoumi

Le procès d'Omar Alsoumi, figure centrale et porte-parole du collectif Urgence Palestine, s'est ouvert le 5 mai dernier avant d'être immédiatement reporté au 7 décembre prochain. Ce renvoi, formalisé à la demande de la défense, doit permettre à l'activiste et à ses avocats de structurer une riposte face à des accusations d' « apologie du terrorisme » qu'ils jugent purement politiques.

Une procédure initiée par le ministère de l'Intérieur

L'affaire découle directement d'un signalement au parquet, effectué le 17 mars 2025 par Bruno Retailleau, alors ministre de l'Intérieur. Place Beauvau, on reproche au militant des propos tenus lors d'une manifestation à Paris, le 3 novembre 2024.

Au-delà des poursuites individuelles, le ministère avait également affiché son intention de dissoudre le collectif Urgence Palestine. Une menace qui a suscité une importante vague d'indignation : outre de multiples manifestations, une pétition réclamant le maintien du collectif a franchi la barre des 200 000 signatures.

Un climat de judiciarisation croissante

Le cas d'Omar Alsoumi s'inscrit dans un contexte plus large de surveillance et de sanctions accrues visant les voix pro-palestiniennes, en France, où les accusations d'apologie du terrorisme se mêlent parfois à celles de provocation à la haine ou d'antisémitisme.

Ces derniers mois, plusieurs figures associatives, politiques ou syndicales ont ainsi fait l'objet de condamnations ou de poursuites ultra-médiatisées. Ainsi, la vie de Rima Hassan, eurodéputée LFI, est un calvaire : mises en examen, tentatives d'intimidation, diffamations en public, gardes à vue répétées, etc. Elle a dû porter plainte, une énième fois, jeudi 28 mai pour atteinte à la vie privée et abus d'autorité après l'exploitation de données de géolocalisation de son téléphone par la police dans le cadre d'une enquête de flagrance, « en dehors de toute nécessité et sans justification légale », a affirmé son avocat. Nous rappelons que Rima Hassan comparaîtra en correctionnelle le 7 juillet 2026 pour apologie du terrorisme.

L'UJFP (Union juive française pour la paix), fondée en 1994, est également régulièrement une cible suite à ses prises de position. En ce moment, l'association fait l'objet d'une enquête pour « financement du terrorisme » et « association de malfaiteurs terroristes » à la suite d'une plainte déposée le 2 juillet 2025 par l'association contre la haine, l'antisémitisme et le racisme (Char). Deux membres de l'association auraient revendiqué des liens avec le Hamas en Palestine (voir l'article du *Point* du 10/02/2026).

L'arme juridique en débat : protection ou censure ?

Pour les organisations de défense des droits humains (comme la Ligue des droits de l'homme ou Amnesty International) et les mouvements de solidarité, l'arsenal juridique — qu'il s'agisse de l'apologie du terrorisme ou des accusations d'antisémitisme par association — est désormais utilisé de manière disproportionnée. Ces procédures visent à assimiler la défense du droit international et du peuple palestinien à des délits haineux créant un effet de censure sur la critique de la politique militaire israélienne.
Continuer à se mobiliser reste nécessaire au pays dit des droits de l'Homme . Ce mouvement de répression constitue une menace pour nos libertés.

Signez l'Initiative citoyenne européenne pour suspendre l'accord d'association UE–Israël

Daniel BLATRIX

Selon la Commission européenne, l'État d'Israël est responsable d'un nombre sans précédent de morts et de blessés parmi les civils, de déplacements à grande échelle de la population et de la destruction systématique des hôpitaux et des installations médicales à Gaza [...] Israël ne prévient pas le crime de génocide, contrairement à ce qui a été ordonné par la Cour internationale de justice.

Pourtant, l'Union européenne n'a toujours pas suspendu son accord d'association avec Israël.

Les citoyens de l'Union européenne ne sauraient tolérer que celle-ci maintienne un accord qui contribue à légitimer et à financer un État commettant des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Par conséquent, nous appelons la Commission à présenter au Conseil une proposition de suspension totale de l'accord d'association UE-Israël.

À ce jour, déjà 1 218 099 signatures avec pour objectif d'atteindre 1 500 000 minimum, afin d'éviter un rejet « technique ». 12 pays ont atteint leur seuil minimum dont la France, avec 440 516 signatures. Néanmoins, nous devons amplifier cet élan pour mettre toutes nos chances de gagner à Bruxelles et pour montrer au gouvernement français que nous sommes des centaines de milliers à nous mobiliser pour la Palestine.

.

Pour signer l'initiative citoyenne européenne allez sur le site de l'AFPS, ensuite cliquez dans le pavé *Justice For Palestine*, puis suivre les indications

Eurovision 2026, Israël habille ses crimes de paillettes

Daniel Blatrix

La participation d'Israël a suscité la controverse : cinq pays se sont retirés du concours (Espagne, Irlande, Islande, Pays-Bas, Slovénie), ce qui a constitué le plus grand boycott en soixante-dix ans. Trois ne l'ont pas diffusé (Espagne, Irlande, Slovénie), l'un deux (la Slovénie) a diffusé à la place, des films palestiniens.

Par ailleurs, l'Eurovision a demandé à Israël de tricher moins grossièrement cette année !

Mais aussi des mobilisations dans le milieu artistique : Nemo, le vainqueur 2024, a rendu son trophée pour dénoncer la présence d'Israël malgré le génocide à Gaza. *Il ne s'agit pas d'individus ou d'artistes. Il s'agit du fait que le concours a été utilisé à maintes reprises pour redorer l'image d'un État accusé de graves atrocités ,* affirme l'artiste suisse. Également, plus de 1 100 artistes appelaient au boycott pointant l'utilisation de l'Eurovision comme outil de « blanchiment » des actions d'Israël, *Oui, il aurait fallu exclure Israël de l'Eurovision. Sans quoi, on lui offre une occasion de plus de normaliser les crimes contre les Palestiniens*. Un collectif d'artistes belges.

Loi Yadan, victoire mais….

Jacques FONTAINE

La proposition de loi (PPL n° 575) de la députée macroniste des Français de l'étranger Caroline Yadan, qui visait à lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme, a fait long feu et nous ne pouvons que nous en féliciter : en effet, débattue à partir du 16 avril à l'Assemblée nationale, elle a été retirée avant même la fin de son examen. Comme nous l'avons expliqué (Cf IAP n° 74, mars 2026), cette proposition menaçait non seulement la liberté d'expression, mais aussi la lutte contre l'antisémitisme et elle aurait largement favorisé la judiciarisation des soutiens au mouvement palestinien (comme si l'arsenal juridique n'était pas suffisant, cf p. 7)).

Il est évident que le succès d'une pétition contre la PPL Yadan (plus de 700 000 signatures en quelques semaines) et les multiples interventions des groupes locaux de l'AFPS auprès de leurs député.es (ainsi que d'autres militants, LDH…) ont facilité cette victoire. Mais nous devons rester vigilants, le gouvernement ayant annoncé sa volonté de proposer une loi plus générique sur le racisme qui reprendrait des éléments de la PPL Yadan...

AG 2026 du 30 avril : pas de repos pour le soutien aux Palestinien.nes

Martine PARDO

En relisant l'article consacré à notre AG en 2025, notamment le début, qui rappelle le contexte de l'époque, on est saisi par le fait qu'il serait presque possible d'écrire la même chose, mais en pire. Les massacres, les destructions, les ignominies ont continué, les souffrances des Palestinien.nes, femmes, enfants, sont insoutenables à Gaza comme en Cisjordanie tout comme la violence des colons. Tandis que les plus enragés des dirigeants poussent leurs pions sur un échiquier sanglant, les gouvernants, en Europe, n'en finissent pas de se couvrir de honte en trouvant les prétextes les plus misérables pour ne pas agir. Avec quelques-uns plus courageux !

Rester

Que faire sinon poursuivre l'organisation des quatre rassemblements, manifestations et veilles par mois, soit 52 au total à Bourg (AFPS 01 et Collectif Palestine 01). Des actions et manifestations ont eu lieu à Oyonnax et à Bellegarde. Après le cessez-le-feu, le 12 octobre 2025, nous avons entendu : *vous êtes encore là ? La guerre est finie...* Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre !

Une année riche d'événements

À côté de ces actions régulières, l'année 2025 a été marquée par un énorme effort d'organisation d'événements susceptibles d'élargir le public. Des événements sous le signe de la culture du peuple palestinien :

>> Printemps de la Palestine, avec le Collectif pour la Palestine de février à avril en 4 volets suivis par environ 500 personnes au total : projection de *No other land* en partenariat avec le Cinémateur, conférence de Martine Brizemur (Amnesty International), atelier de calligraphie arabe animée par Ahmed Dari à la MJC, et clôture avec le quatuor de Mohamed Najem, ovationné à juste titre [1]

>> Accueil d'un groupe de danseuses et danseurs de Dabkeh à Oyonnax le 12 juillet

La soirée organisée par l'antenne d'Oyonnax-Nantua a connu un vif succès. Les participants, une centaine, ont partagé un moment de chaleur humaine à la rencontre de ces jeunes Palestinien.nes qui nous ont apporté leurs sourires, leur musique, la beauté de cette danse traditionnelle et de leurs costumes noir brodés de rouge. Le tout autour d'un repas préparé et servi par des bénévoles [2]

>> La nuit de la Palestine du 5 au 6 septembre

Entre 17h30 et 6 h du matin, plus de 200 personnes, tout au long de la nuit, sont venues partager films, chants, projections, et la volonté de contribuer à sensibiliser à la cause des Palestinien.nes. (Collectif Palestine 01) [2(

Et encore : une action BDS chez Carrefour Oyonnax, la présence sur le Salon des associations à Oyonnax et à Bellegarde, le soutien des pétitions pour la signature de l'ICE. Et le repas palestinien du 23 novembre avec l'intervention/témoignage de Claude Girod de la Confédération paysanne 71, participante à une des flotilles pour Gaza.

La vie du CA et les perspectives

Le CA s'est réuni 10 fois, réunions aux quelles il faut ajouter des réunions à Oyonnax et Bellegarde, 7 réunions du Collectif Palestine 01 à Bourg et plusieurs du Collectif Haut-Bugey. 4 numéros du bulletin, qui a changé de nom en novembre, ont été diffusés. La commission communication travaille à un projet de site internet AFPS 01. Les membres sortants (tout le CA) se sont représentés sauf Nadia Benzekroufa et Colette el-Hamdaoui. Toutes et tous ont été élu.es ainsi que Souriya Guerine, nouvelle entrante. (Voir la composition du CA en page 1)

Les projets pour 2026, hormis la poursuite des manifestations, autant que nécessaire : l'organisation d'une nouvelle nuit de la Palestine le 19 juin, la mise en place prochaine d'un site internet...

[1] Cf Info-action n° 71, juin 2025 - [2] Cf Info action n° 72, septembre 2025

Nous avons accueilli Monique Étienne, qui a séjourné trois mois en Cisjordanie, en 2025, dans le cadre du programme œcuménique d'accompagnement, lancé depuis 2002. L'objectif est d'assurer une présence internationale auprès des populations vulnérables en Cisjordanie occupée. Un témoignage largement illustré de ses photos. (Cf Palsol, n° 96, avril 2026 page 20)



À Bourg-en-Bresse

Manifestation régionale à Lyon le 28 mars

Claude BARDET

Après la manifestation du 29 novembre 2025 à Paris – première grande manifestation unitaire en France depuis octobre 2023 – l'AFPS a proposé aux 80 organisations initiatrices d'organiser le 28 mars des manifestations unitaires dans une grande ville de chaque région à l'occasion de la journée de le terre. 17 manifestations ont été organisées.

À Lyon, près de 2 000 personnes se sont rassemblées dans le froid et sous la pluie.

Tous les groupes locaux de l'AFPS Rhône-Alpes étaient présents : Lyon, Annecy, Albertville, Chambéry, Grenoble, Drome/Ardèche, St-Étienne, Roanne et bien sûr l'Ain. - une quarantaine de personnes dans un bus et quelques voitures. Belle représentation de notre département.

Une manifestation dynamique, colorée, sonore qui est partie de la place Bellecour vers 15 h 30 après quelques prises de parole. Elle a parcouru les quais de la rive droite de la Saône, puis est revenue au point de départ en empruntant les quais rive gauche.

Sur le parcours, des opposants étasuniens à la politique de Donald Trump s'étaient réunis pour saluer et soutenir la manifestation de solidarité avec la Palestine.

Autre évènement durant cette manifestation, l'apparition sur la Saône d'une flottille de trois embarcations pavoisées de drapeaux palestiniens. Un clin d'œil à la flottille humanitaire internationale alors en préparation.

Tout le monde est rentré plein de motivation et de détermination.

Palestine
SOLIDARITÉ
Respect du droit international | Cessez-le-feu définitif | Fin du génocide | Fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid | Auto-détermination du peuple palestinien | Droit au retour des réfugiés | Sanctions contre Israël

Toujours mobilisé.es

Claude BARDET

En mars on se demandait s'il fallait maintenir une manifestation ou un rassemblement chaque semaine ? À cette question tout le monde a répondu : OUI ! Et ainsi nous nous sommes retrouvés régulièrement entre 50 et 100 personnes pour rappeler que la situation dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie et dans le sud du Liban ne fait que se dégrader dans un silence médiatique et politique assourdissant.
Par notre mobilisation nous voulons dire aux Palestiniennes et Palestiniens - et aux Libanaises et Libanais – que nous ne les oublions pas.
Le premier vendredi de mai se trouvant le premier, nous avons fait un carré Palestine au sein de la mobilisation inter-syndicale. Il avait fière allure !

Mobilisations de l'été

Pendant les mois de juillet et août nous avons décidé de poursuivre notre mobilisation, avec une détermination sans faille mais un rythme allégé.

Le programme :

- **samedi 13 juin** : rassemblement rue du 19 mars 1962
- **vendredi 19 juin** : Nuit de la Palestine – Place de l'Hôtel de ville (cf page 11)
- **samedi 27 juin** : manifestation rue du 19 mars 1962
- **vendredi 3 juillet** : rassemblement place de l'hôtel de ville
- **samedi 18 juillet** : manifestation rue du 19 mars 1962
- **vendredi 7 août** : rassemblement place de l'hôtel de ville
- **samedi 22 août** : manifestation rue du 19 mars 1962
- **vendredi 4 septembre** : rassemblement place de l'hôtel de ville



Le collectif Palestine 01 vous invite à participer à la deuxième édition de :

La Nuit de la Palestine

le vendredi 19 juin, à partir de 17h30 jusqu'à 7h00
Place de l'Hôtel de Ville à Bourg-en-Bresse

Documentaires, témoignages, chants, poèmes, textes, films, musique… Moment d'échanges, de partage, d'expression de notre solidarité et de notre détermination.

**Une minute, une heure, une nuit…
venez nous rejoindre et dire
votre solidarité avec avec la Palestine..**

Une journaliste gazaouie accueillie à Bourg par le CCFD-Terre Solidaire

Bernadette BARDET

Le 8 avril, le CCFD-Terre Solidaire de l'Ain accueillait Mona Zaki Khader, journaliste de Gaza et Charlotte Massardier, chargée de mission nationale en Palestine et Égypte.

À la salle Daudet, une centaine de personnes ont entendu le témoignage de Mona.

Un documentaire réalisé par Shrouk Al-Aila, et coproduit par Ein Media et l'association Filastiniyat où travaille Mona, transmettait la parole de 4 journalistes (3 femmes et un homme) gazaoui.es Ils témoignaient de la difficulté de choisir entre assurer leur métier avec tous les risques, ou rester auprès de leur famille, exposée aux déplacements, aux bombardements, à la mort. L'une d'elles, Mariam Abu Daqqa a été tuée après la réalisation du film lors de l'attaque de l'hôpital Nasser à Khan-Younès en août 2025.

Mais il-elle-s restaient déterminé-e-s à continuer leur travail pour être la voix de Gaza dans le monde, puisqu'aucun média étranger n'est accepté.

Mona a ensuite répondu aux questions, exposant d'abord l'action de-Filastiniyat : association de femmes journalistes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza : formation, débats dans les universités, soutien entre eux-elles et échanges d'expérience au sein du club des femmes journalistes. Filastiniyat anime également une agence de presse, Nawa. Depuis octobre 2023, le travail a été réorienté vers l'urgence : offrir des lieux de travail pour les journalistes, leur assurer la vie quotidienne : nourriture, santé, hygiène et un soutien psychologique.

Elle a redit le ciblage des journalistes par l'armée israélienne, normalement protégés par leur dossard de presse, a rappelé l'absence de nourriture, la destruction d'écoles, des universités et des lieux de santé qui impactent la vie de tous les Gazaoui-es.

Elle a aussi témoigné de leur force de vie et leur inventivité : réhabiliter des logements ou bureaux avec des matériaux trouvés dans les décombres, ouvrir une radio *ICI Gaza* qui diffuse dans la bande, installer un mobile-home comme nouveau lieu de travail pour les médias.

Elle-même poursuit, depuis Le Caire, son travail au sein de Filastiniyat et anime les équipes resté-e-s sur place. Elle s'est dit être la voix des Gazaoui-es auprès de nous.

Quelques paroles fortes des journalistes : *Nous n'avons pas d'autres choix que de couvrir les évènements. C'est un engagement, une promesse envers nous-mêmes. Je suis fière d'être journaliste.*

Barbara Brizard : 80 h dans l'enfer répressif israélien

Tannan Quabas



Un jour, dit la légende*, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux regardaient le désastre. Seul le petit colibri allait chercher quelques gouttes d'eau pour les jeter sur le feu. Le tatou lui dit : « Ce n'est pas avec ces gouttes que tu vas l'éteindre ». Et le colibri répondit : « Je le sais. Mais je fais ma part.»*

Cette légende n'en est pas une. Elle parle de ce que des femmes et des hommes ordinaires tentent de faire lorsque l'incendie devient insoutenable, lorsque les États regardent ailleurs, lorsque l'inaction devient complicité. La flottille pour Gaza est née de cela : des bateaux civils, plus de 45 nationalités réunies pour ouvrir un couloir humanitaire et dire non au génocide. Parmi eux se trouvait Barbara, venue de Bellignat.

Son témoignage nous parle d'un système génocidaire. Et il nous rappelle ceci : ce que nous acceptons pour les autres, nous devons être prêts à l'accepter pour nous-mêmes. Le 18 mai 2026, près de Chypre, en eaux internationales, des navires de guerre israéliens apparaissent. Avec une arme lourde, ils tirent sur le voilier de Barbara. Elle est de dos. Elle entend le tir avant même de comprendre. Un bruit qui traverse le corps avant même que l'esprit puisse l'organiser en souvenir. Un commando armé monte à bord. Cagoules. Casques. Lunettes noires. Mitraillettes. Lasers pointés sur les poitrines, les têtes, les yeux. Les mains en l'air. La tête baissée. Ne pas bouger. Ne pas regarder. Ne pas parler. Ils sont au moins quinze face à huit civils. L'un des camarades de Barbara a près de quatre-vingts ans. Sa fragilité devrait appeler la compassion. Elle n'appelle que plus de brutalité. Barbara le dira plus tard : c'est le traitement des personnes âgées qui l'a le plus hantée. Les corps mis à genoux. Les cheveux tirés. Les visages qui rappellent une mère, un père, un grand-parent. Les passeports sont confisqués.

Les affaires mises à l'eau. Les bijoux violemment arrachés. Les corps menottés sont jetés dans un zodiac, puis emmenés vers un navire de guerre transformé en prison à ciel ouvert : le « bateau prison torture ».

Dès le premier pas sur ce navire, les bras sont forcés derrière le dos et la tête poussée vers le sol. Si bas que Barbara ne voit plus ni le ciel, ni les autres. Seulement ses pieds. Le corps plié en deux, déplacée comme un objet, elle est emmenée vers le sas du bateau. Un container. Dans le noir, Barbara est immobilisée. Elle sent des mains sur son corps. Pendant une longue minute, par-dessus ses vêtements, elle subit des attouchements, maintenue brutalement dans l'obscurité. Ensuite, elle est jetée dans la cour-prison. La première chose qu'elle voit, ce sont des snipers qui la visent avec des lasers. À cet instant, elle pense qu'elle va être exécutée. Puis, rapidement, il y a les cris. Avant de voir les nouveaux camarades kidnappés la rejoindre, elle les entend.

Les hurlements viennent du container. Les corps se succèdent, sortant du container, un par un : injection forcée, bras cassés, côtes cassées, coups de taser au visage, yeux remplis de terreur. Un homme de soixante-dix- neuf ans a les côtes brisées parce qu'on lui a marché dessus. Les personnes racisées sont les plus exposées à la violence.

Pour ajouter à l'effroi, au milieu de cette cour, il y a une ligne blanche. Elle interdit d'aller vers celles et ceux qui viennent d'être frappés. Elle interdit d'accueillir, de soutenir, de secourir. Si quelqu'un la dépasse, les snipers visent. Cette ligne blanche matérialise l'interdiction de faire humanité. Dans cette cour, environ cent quatre-vingts personnes sont enfermées. Deux toilettes de chantier. Pas de papier. Pas de protections hygiéniques. Pas de médicaments, pas d'antidouleurs, pas de soins. Les prisonniers bricolent des attelles avec le plastique des packs d'eau, des liens avec des manches arrachées.

Pour se nourrir, cela passe aussi par la terreur. Des soldats armés pour la guerre font irruption, tirent dans les pieds, enfument, lancent des grenades et forcent les prisonniers à se rassembler près des toilettes. Après trente minutes de violence, ils repartent. Alors, Barbara et ses camarades découvrent un carton de pain et 33

centilitres d'eau par jour à se partager pour trois personnes.
La nuit, c'est trois containers pour les cent quatre-vingts personnes. Les corps serrés les uns contre les autres. Le sol en bois mouillé au canon à eau. Les échardes qui lacèrent la peau. Les matraques frappent les parois. Les lasers qui continuent de cibler. Le sommeil devient une arme de torture. Pour aller aux toilettes, il faut avancer tête baissée, mains levées, une cible sur la tête. Certains relèvent les yeux. Ils essuient des tirs de balles en caoutchouc. Quand Barbara cherche un mot pour ces cinquante heures de traversée, un seul mot vient : l'horreur.
Mais l'horreur ne s'arrête pas en mer. Arrivés au port, les prisonniers sont mis à genoux, tête baissée, mains levées, les poignets serrés par des zips. Parmi eux, les personnes âgées vacillent. On ne les aide pas : on les humilie. On rit. On les relève par les cheveux. Et quand l'un d'eux cherche à déplacer son genou pour avoir moins mal, une arme sur la nuque, on lui hurle : à genoux, tête baissée. L'hymne israélien est diffusé en boucle. Plus d'une heure à l'écouter à genoux. Ce n'est pas seulement un son. C'est une empreinte.
Aujourd'hui encore, Barbara l'entend lorsqu'elle essaie de dormir, lorsqu'elle est en voiture, lorsque le silence revient.
Dans les bureaux, la brutalité devient administrative, structurelle, sadique. Pas d'eau, pas d'avocat. On demande à Barbara pourquoi elle est entrée illégalement en Israël. Elle répond qu'elle n'allait pas en Israël.
Elle allait en Palestine. Alors une femme lui brandit un drapeau israélien devant le visage et lui hurle que la Palestine n'existe pas. Barbara entend aussi le français. Des Français participent à cette mécanique d'humiliation. Ce détail glace : la violence n'est plus lointaine, elle devient familière. Puis vient l'humiliation intime. Barbara est mise nue. Sa culotte, avec sa protection hygiénique, est jetée au sol, dans la poussière. On lui ordonne de la remettre. On l'insulte. On se moque. La violence ne cherche pas seulement à enfermer. Elle cherche à salir. À atteindre la dignité dans ce qu'elle a de plus intime.
Son transfert en prison prolonge cette logique : trente-sept femmes dans une cellule prévue pour huit, des vêtements trop petits et sales, des cris, des menaces de mort. Séance de torture : tête baissée, accrochées au pull de celle qui marche devant, elles doivent courir, s'arrêter net, repartir, tomber, se relever, recommencer. Une mécanique faite pour broyer. Nulle part il n'y a d'humanité. Partout ils veulent l'effacer. Barbara pense à ses cours d'histoire. À ces systèmes qui ont appris à des hommes ordinaires à obéir, à humilier. Et puis elle pense à l'âge des soldats.
Ils sont jeunes. Certains ont à peine vingt ans. Cela n'excuse rien. Mais cela ajoute une autre douleur au tableau. Quel niveau d'embrigadement conduit des jeunes à torturer des hommes et des femmes, à marcher sur un homme âgé en lui brisant les côtes, à ne plus voir l'humanité en l'autre ? C'est là toute l'ampleur du désastre : un système qui déshumanise les victimes ravage aussi ceux qu'il enrôle pour déshumaniser.
Dans l'avion du retour, Barbara prend conscience qu'elle s'en est sortie. Mais rien n'est vraiment fini. À Bellignat, le calme lui crée presque une angoisse. Les images restent. L'hymne. Les yeux des prisonniers jetés dans la cour. Les personnes âgées malmenées. Les corps pliés. Et il y a l'abandon. Barbara est française. Pourtant, la France les a laissés seuls. Des civils non armés, interceptés, kidnappés, violentés, et l'État français continue de composer avec ceux-là mêmes qui les ont torturés. Quand un pays laisse piétiner ses propres ressortissants, ce n'est pas de la diplomatie. C'est la faillite de l'État.
Barbara a porté plainte contre Israël pour kidnapping, violences, agression sexuelle et autres faits subis. Elle espère aussi que des recours viseront la carence de l'État français.

Aimé Césaire, dans *Discours sur le colonialisme*, nous avait déjà avertis. Ses mots résonnent aujourd'hui avec une force terrible **:** *Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois qu'il y a au Vietnam une tête coupée et un oeil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend […] il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent.*
Quand l'inhumain est accepté pour les autres, il finit toujours par revenir nous regarder en face. Avec la flottille, soudain, l'horreur paraît proche. Une Française. Des corps dans lesquels certains se reconnaissent davantage. Mais que vaut une indignation qui attend que les victimes nous ressemblent pour se réveiller ?
Ce que Barbara a vécu ne doit pas nous bouleverser parce qu'elle est française. Cela doit nous bouleverser parce que c'est inhumain. Et cela doit surtout nous forcer à regarder plus loin.
Si des citoyens internationaux, visibles, attendus, suivis par leurs familles, soutenus par des réseaux mili-

tants, ont été traités ainsi en quelques jours, alors comment seulement imaginer ce que vivent les prisonniers palestiniens, eux, enfermés loin des regards, sans passeport protecteur, sans consulat, sans caméra, sans scandale diplomatique à la hauteur de leur douleur ?
Ce que Barbara a vécu quelques jours ouvre une fenêtre sur une violence que les Palestiniens connaissent sans parenthèse, sans retour, sans après. Eux n'ont pas d'avion pour sortir. Pas de village calme où déposer l'horreur. Pas de gouvernement qui tremble pour eux.
Et pourtant, il est un phénomène étrange que le colon ne comprendra jamais : sa violence n'a d'égal que la résilience et l'entêtement du colonisé. Et cette résilience inspire le monde.
La Palestine existe. Son peuple existe. Et continuera d'exister, peu importe la violence déchaînée. Des flottilles repartiront. Des marches se lèveront. Des voix briseront le silence. Tant qu'il le faudra. Alors revenons au colibri.
Vous a-t-on conté la fin de l'histoire ?
Cette légende n'en est pas une. Elle a traversé les siècles parce qu'elle porte une vérité que les colibris se chuchotent depuis toujours : l'incendie ne détruit pas seulement la forêt. Il détruit aussi l'âme de ceux qui l'allument. De ceux qui l'alimentent. De ceux qui l'acceptent.
Et voici le secret le mieux gardé de cette histoire : le colibri n'a jamais été seul. Il était le premier. Et d'autres ont suivi. Par milliers.
La Palestine n'a jamais été seule. Depuis des générations, les Palestiniennes et les Palestiniens se relèvent pour la vie, pour la terre, pour l'amour, pour la dignité.
Et aujourd'hui, partout dans le monde, nous suivons ce souffle. Par les flottilles, le boycott, les marches, la parole, l'écriture, la prière, le soin, l'accueil, la transmission, le refus du silence.
Peu importe la forme. L'essentiel est là : chacun fait sa part.
Et un jour, l'incendie s'éteindra. Alors peut-être, dans les cendres enfin froides, le monde comprendra que la dignité des opprimés n'a pas seulement sauvé leur mémoire. Elle aura sauvé notre humanité commune.

Des nouvelles d'Oyonnax...

Anne



Nos rassemblements tantôt à Oyonnax, tantôt à Nantua, se succèdent (presque) un samedi sur deux pour témoigner de notre engagement aux côtés du peuple palestinien.
Notre petit groupe d'Oyonnax a la joie d'accueillir une nouvelle et dynamique recrue.
Nous avons eu la chance de voir le film *Ce qu'il reste de nous* de Cherien Dabis programmé au cinéma du Centre culturel Aragon. Film très puissant et didactique qui nous a éclairé et bouleversé.
Lors de notre dernier rassemblement, le 23 mai, nous avons eu la grande émotion de rencontrer Barbara Brizard de retour de la «Flottille pour Gaza» ainsi que ses parents. Le témoignage de cette admirable et chaleureuse jeune femme a donné un sens très puissant à ce rassemblement (cf page 12).

...et de Bellegarde

L'équipe des bénévoles



Le stand lors du FestiVval's

À l'occasion du FestiVval's qui s'est tenu les 16 et 17 mai, l'antenne AFPS de Valserhône a tenu un stand. Nous avons proposé à la vente des produits palestiniens afin de soutenir l'artisanat et l'économie palestinienne.
Cette présence a également permis de faire connaître l'AFPS de l'Ain et ses actions en faveur des droits du peuple palestinien. Tout au long de la journée, nous avons échangé avec les visiteurs pour expliquer la situation actuelle en Palestine, rappeler les grandes étapes de l'histoire palestinienne et sensibiliser le public aux réalités vécues par la population.
Ces rencontres ont suscité de nombreux échanges et témoignent de l'intérêt croissant pour une meilleure compréhension de cette question.
Cette participation au festival a ainsi constitué un moment fort de sensibilisation et de solidarité, renforçant les liens avec le public et encourageant la poursuite de nos actions en faveur du peuple palestinien.

Culture

Omer Bartov : *le sionisme a conduit au génocide. Il doit disparaître*

Daniel BLATRIX - Extraits d'un entretien pour Haaretz

Extraits d'un entretien pour Haaretz du 25 avril 2026 avec Omer Bartov avant la sortie de son livre[1].
Omer Bartov célèbre historien israélien, spécialiste des études sur le génocide parle de de ce qui ne va pas dans les comparaisons entre l'Holocauste et le Hamas. Il explique pourquoi il pense que les Israéliens doivent abandonner le sionisme. Dans son nouveau livre, il s'interroge sur la façon dont lui et Israël en sont arrivés là.

Q : Cela n'est peut-être pas surprenant. Vous êtes né en Israël, avez servi dans l'armée israélienne, et le livre est personnel et cinglant... Est-ce là que vous en êtes arrivé ?
R : *Je ne suis pas anti-sioniste... Mais le sionisme, en tant qu'idéologie, n'a pas simplement suivi son cours. Il est devenu quelque chose que je ne reconnais pas. C'est devenu l'idéologie de l'État. Et il est devenu non seulement militariste et expansionniste, mais aussi raciste, extrêmement violent et, en fin de compte, une idéologie qui nuit profondément à la fois à l'individu et au collectif. Une telle idéologie n'a pas sa place. « C'est ironique et tragique qu'un mouvement qui a commencé comme une tentative de libérer les Juifs de la persécution, de leur donner un lieu à eux – un processus d'émancipation, de libération, d'aspiration humanitaire – termine sa voie comme raciste et violente. » On ne dit pas assez sur le fait que le sang de Yitzhak Rabin est sur les mains de Netanyahou qui a été le principal bénéficiaire de l'un des meurtres politiques les plus réussis du XXe siècle.*

Q : Où cela laisse-t-il le sionisme aujourd'hui ?
Israël ne peut pas exister comme un État normal sous l'idéologie du sionisme. Le sionisme doit disparaître. L'État restera. Il ne disparaîtra pas. La question est de savoir quel genre d'État il sera. Il doit changer fondamentalement. Sous l'idéologie sioniste, il ne peut pas.

Q : Il semble aussi que le mot « sionisme » ait perdu son sens ?
Après le 7 octobre, ces deux choses ont fusionné. L'attaque du Hamas a été présentée comme un acte proche de la Shoah - (Hamas est nazi). Donc critiquer les actions d'Israël est antisémite.

Regardons cela sous un autre angle : si le sionisme a pu mener au génocide à Gaza, il ne peut plus tenir en tant qu'idéologie… Et si Israël s'est toujours défini comme la réponse à la Shoah et a utilisé l'Holocauste pour tout justifier, il ne peut pas être que la réponse à la Shoah soit un autre génocide.
Ces deux piliers ont perdu leur justification morale. Quand on parle d'Israël devenant un État paria, ce n'est pas un produit de l'antisémitisme. C'est un produit des actions d'Israël. Ces actions ont tiré le tapis sous le pied des arguments existentiels qu'Israël avait.

L'argument contraire est : Regardez ce que le Hamas a fait le 7 octobre. La résistance armée est entièrement légitime, y compris selon le droit international. « En Israël, ils ne veulent pas en parler parce que personne ne veut discuter de ce qui arrivera aux Palestiniens. Chaque fois qu'il y a de la résistance, la réponse est : Qu'est-ce que c'est ? Nous devons l'écraser.

Q : Le génocide est compris par le public à plusieurs niveaux... Comment les maintenez-vous ensemble ?
Cela est né de la réponse de la communauté internationale à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale, pas seulement des Juifs. Rappelons aussi qu'environ 26 millions de citoyens soviétiques sont morts.

Q : Raconte-nous ton raisonnement.
En novembre 2023, j'espérais que l'administration Biden ferait quelque chose… Ils auraient pu mettre fin à la relation facilement. Ils auraient pu dire à Netanyahu : Vous avez deux semaines, fermez tout ça, ou vous êtes seul. Il aurait arrêté en quelques heures. En mai 2024, il est devenu clair : le comportement sur le terrain était la destruction systématique de Gaza, dont la logique était le nettoyage ethnique.

Q : Quand avez-vous senti pour la première fois qu'Israël se dirigeait vers un endroit d'où il ne pourrait pas revenir ?
J'ai commencé à réfléchir à cela politiquement pendant la première intifada... J'étais officier de réserve, et Rabin nous disait de leur casser les bras et les jambes.

[1] Bartov O. *Israël. Une course vers l'abîme.* Seuil, 2026

Le 20 mai, projection-débat à la MCC de Bourg du film *Pour l'honneur de Gaza*

Daniel BLATRIX

C'est assurément le fort ressenti du public, avec une participation correcte, mais qui aurait pu être meilleure. Alors faites circulez une info d'une diffusion proche de chez vous.

Le réalisateur palestinien, Iyad Alasttal présent, nous prévient avant la projection : *Il n'y a aucun mot de haine, ni scène de violence. Mais derrière tous ces messages : une souffrance.*

Un film de vie, d'où l'on se prend dans les mêmes plans, douleurs et résilience, pour une survie dans les destructions totales et les bombardements qui se poursuivent. Des témoignages bouleversants et profondément humains, avec des regards marqués par la situation du quotidien, mais aussi transcendés par une force de vie, une créativité et une dignité indomptables.

Pour l'honneur de Gaza est bien plus qu'un récit de guerre : c'est un hommage à l'esprit humain et à l'espoir qui persiste malgré tout, il est un témoignage poignant de la lutte pour la paix et la dignité.

Rappelons que Iyad Alasttal est aussi le réalisateur des chroniques *Gaza Stories* que vous pouvez consulter facilement sur *You Tube*.



Ilyad Alasttal à Bourg le 20 mai 2026

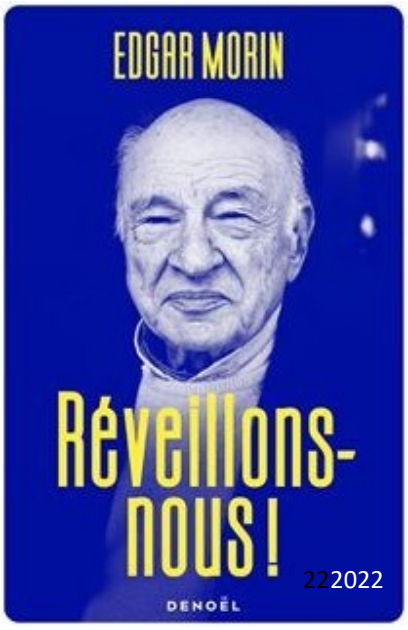
Hommage à Edgar Morin

Edgar Morin nous a quitté le 29 mai 2026.
Nous rendons hommage à ce grand penseur humaniste, sociologue, *agitateur des consciences*[1] qui a souvent exprimé, sans ambiguïté, sa position sur la question Palestine/Israël.

Nous reprenons ici, quelques unes de ses paroles sur le sujet.

Ainsi dans un article qu'il co-signe le 4 juin 2002 dans le Monde intitulé : *Israël-Palestine : le cancer :*
On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en peuple dominateur et sûr de lui et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier.

Et plus récemment en février 2024 : *Je suis à la fois ahuri et indigné par le fait que ceux qui représentent les descendants d'un peuple qui a été persécuté pendant des siècles, pour des raisons religieuses ou raciales, que les descendants de ce peuple qui sont aujourd'hui les décideurs de l'État d'Israël, que ceux-là puissent non seulement coloniser tout un peuple, le chasser en partie de sa terre et vouloir le chasser pour de bon, mais qui en plus, après le massacre du 7 octobre, se sont livrés à un véritable carnage, massif sur les populations de Gaza, et continuent sans arrêt, frappant civils, femmes et enfants.*



22022

[1] *Le Monde du 30 mai 2026*